

## Un entretien avec M. Brice Lalonde

« J'accepte la main tendue par M. Michel Rocard », nous déclare le président de Génération Ecologie

A moins de quatre semaines du premier tour des élections législatives, les écologistes continuent d'avoir le vent pour eux. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, rappelle comment l'écologie, selon lui, demeure le fils du printemps de 1968 et il affirme que « tout refermement sur le gaullo-communisme constituerait l'enfer ». En réponse aux propositions de recomposition formulées par M. Michel Rocard, il « accepte la main tendue » par l'ancien premier ministre.

« On connaît votre projet de recomposition autour d'écologistes réalistes, de centristes rénovateurs et de socialistes modernes. Mais pour quelle politique ? Il serait temps, tout de même, de dire ce que veulent les écologistes. Que proposent-ils, notamment, pour réduire le chômage ? »

« Il n'y a pas de solution unique, mais un ensemble de politiques. Ce sont, du reste, les écologistes qui, les premiers, ont suggéré, depuis plus de dix ans, que la redistribution ou le partage du travail est sans doute la voie la plus prometteuse et que la croissance économique détruit plus d'emplois qu'elle n'en produit. Le corollaire indispensable de cette proposition est la réorganisation de la société autour du temps gagné. Celui-ci ne sera pas forcément du temps libre : il pourrait être consacré à l'autoproduction, aux soins à sa famille, aux relations avec ses voisins, à des activités bénévoles, humanitaires, sociales, culturelles ou politiques, voire à la création d'une entreprise. La nouvelle tâche de l'Etat et du marché serait, alors, de favoriser ces nouvelles activités, en proposant les services, les outils, les horaires, les aménagements, l'environnement et la formation nécessaires à cette autonomie.

» Cette intuition fonde l'un des grands axes de la politique écologiste

depuis une vingtaine d'années. Elle est tirée d'Ivan Illich et de bien d'autres expériences : au lieu d'attendre que tout vienne des services marchands, il faut faire les choses par soi-même, y compris l'entraide.

« Cela voudrait dire que l'on aurait, en quelque sorte, deux métiers ? »

« Eventuellement. Le partage du travail, enfin reconnu avec plus ou moins de réticences par l'ensemble des forces politiques, consiste à reprendre le mouvement séculaire qui consacre les gains de productivité dans notre société, en libérant complètement les horaires, pour que cesse enfin cette société organisée en rangs par deux, où tout le monde travaille et prend ses vacances en même temps. Beaucoup plus qu'un palliatif provisoire, il s'agit là d'un projet social, fondé autour de l'idée d'autonomie, qui renvoie aux fondements mêmes de l'écologie, à savoir le perfectionnement – l'élévation – de soi et des siens, sans oublier le sens de la fraternité, que nous avons souvent perdu.

### Détaxer le travail

« Cette multi-activité ne risque-t-elle pas d'être un encouragement au travail précaire, au développement des petits boulots ? »

« On vit sur un siècle d'idéologie positiviste, selon laquelle seul le travail de l'ingénieur, de celui qui travaille la matière, modifie la nature et la dompte, serait noble. C'est comme cela que nous déshumanisons notre société, en ajoutant des ordinateurs à la bureaucratie. Le réel, ce qui compte, ce sont les relations sociales. Nous avons besoin de services rendus aux êtres humains, d'un renforcement des relations entre les générations, les sexes, les voisins. Pour le reste, c'est-à-dire le travail, lorsqu'il est fastidieux, les robots sont utiles. Voilà notre orientation. C'est à ce type de problèmes que les écologistes veulent répondre.



« C'est un peu différent, semble-t-il, de ce que proposent vos partenaires des Verts, au sein de l'Entente des écologistes ? »

« Entre les Verts et Génération Ecologie, il subsiste des différences d'appréciation. En général, nous sommes moins catégoriques. Une conception consiste à vouloir régenter de manière uniforme l'ensemble des activités ; une autre donne simplement le cadre dans lequel des expériences peuvent se multiplier.

« Mais j'en profite pour dire que, selon nous, l'essentiel, c'est la démocratie : qui décide, à la place du peuple, de l'environnement où ce peuple habite ? Qui décide de l'aménagement du quartier ou d'un coin de vallée ? Qui décide de la technique ? Qui décide de la modification du code génétique ? Ce sont là les fondements, culturels et politiques, de notre identité d'écologistes. J'ajoute que, pour moi, il ne s'agit pas de défendre l'ordre naturel, mais de choisir un environnement. Tout être humain devrait avoir la liberté fondamentale de contribuer à l'environnement dans lequel il habite. Or, pour les trois quarts d'entre eux, ce n'est pas le cas. Voilà en quoi l'écologie est une affaire de démocratie.

« Autre sujet de préoccupation majeur : la protection sociale. Etes-vous favorable à la pérennité du système actuel ? »

« Evidemment, c'est même une marque de l'Europe, mais l'une des difficultés réside dans le fait que la protection sociale repose sur un système de transferts, où de grands services, de plus en plus inhumains, s'occupent de numéros. Cela ne suffit pas. Quand nous disons qu'il faut distribuer l'emploi, c'est bien parce que nous avons compris que le revenu ne suffit pas. Il faut aussi avoir une place dans la société. Eh bien ! là, c'est pareil.

« Quant au problème des paiements, la protection sociale est essentiellement fondée sur le travail. Or le travail diminue, donc on accumule les charges sur le travail, et donc le travail diminue plus encore : c'est un cercle vicieux. Cela veut dire qu'il faudrait financer la protection sociale à partir d'autres bases : la production, la consommation et – pourquoi pas ? – la pollution. Nous sommes favorables à un transfert de la certitude fiscale : détaxer le travail, certes, mais accentuer les charges sur la pollution, les déchets, le gaspillage, la destruction de l'environnement.

« Enfin, je voudrais dire que l'un des problèmes français, qui renvoie à la politique générale, c'est que notre modèle est bâti, depuis 1789, sur l'Etat libérateur et modernisateur, exclusif, une sorte de grand frère de la société. Il y a une part de vrai, bien sûr, dans ce modèle, mais, poussé à l'extrême, l'Etat casse la sociabilité, les liens sociaux, les systèmes d'entraide bénévole. Le retour du bénévolat, la venue du temps gagné, du travail gratuit font partie des nécessités de notre société.

« La décentralisation a été l'une des grandes œuvres de la gauche. Iriez-vous plus avant, si vous en aviez la possibilité ? »

« Il y a aujourd'hui un étage administratif et politique de trop, qui coûte beaucoup d'argent aux contribuables. A terme, je pense que ce sera le département. Mais on n'a pas besoin d'avoir une représentation uniforme de l'Etat sur l'ensemble du territoire. Prenez Paris, par ailleurs : on ne devrait pas admettre que, sous prétexte que M. Jacques Chirac est un grand politique, il n'y ait pas une communauté urbaine entre Paris et les communes de la proche couronne.

« La vérité, dans ce domaine, est que nous avons un système de représentation consternant et une classe politique médiocre. Tout cela est organisé par le système de la circonscription et du scrutin majoritaire. Car tous les fédéraux refusent systématiquement de voter les lois qui les obligeraient à être moins nombreux. Nous avons un vrai pro-

blème en France, à ce propos : avec l'Etat, les collectivités locales, les transferts sociaux, les entreprises publiques, 60 % de la richesse produite est publique. Et, dans ce système, vous avez une sorte de « noblesse », qui gère tout. La situation est si particulière que, lors des prochaines élections législatives, nous allons élire cinq cents députés muets.

« Y compris les écologistes ? »

« Je le crains. Le système est tel que nous risquons d'être noyés, sauf si nos députés sont nombreux. Je souhaite, pour ma part, que les écologistes ne cessent de ruer dans les brancards, car nous en avons besoin. Aujourd'hui, la France a des députés qui, globalement, sont rétribués non pas pour leur créativité, mais pour leur docilité. Je m'explique : ce sont les maires et les conseillers généraux qui gagnent les élections, grâce au cumul des mandats. Quand ils arrivent au Parlement, ils n'ont été formés que pour garder leurs fiefs. Aussi, quand un projet de loi leur est soumis, c'est le parti qui décide à leur place.

« En raison de cette extraordinaire combinaison française que nous avons entre la haute fonction publique, les entreprises publiques et les partis politiques, la situation est très préjudiciable à l'exercice de la démocratie. On parle de « big bang », ces jours-ci, mais il s'agit surtout de « big gangs ». Et un gang peut en cacher un autre. C'est pourquoi il faut séparer les pouvoirs, revaloriser le rôle du Parlement. C'est finalement assez simple : qu'est-ce qui compte ? Que l'Etat fasse votre bonheur malgré vous, avec une nouvelle majorité ? Eh bien ! non, ils n'ont rien compris, encore une fois. Nous, nous voulons faire les choses par nous-mêmes. Le problème de la politique, ce sont les moyens, pas les fins. Le bonheur pour tous, bien sûr, tout le monde est d'accord. Mais dis-moi comment tu fais, et je te dirai qui tu es.

### Les marginaux de l'UPF

« Entre vos propositions de cohabitation à trois, de gouvernement d'union provisoire et votre refus d'entrer dans un gouvernement, on s'y perd un peu. Que voulez-vous vraiment les écologistes, au lendemain du 28 mars ? »

« Antoine Waechter et moi n'avons pas sérieusement envisagé que le prochain gouvernement s'ouvre aux écologistes. J'ai suggéré, en revanche, que, si un contrat sérieux pouvait être passé, il faudrait un gouvernement d'union provisoire contre le chômage. Mais je ne vois personne défendre cette perspective.

« C'est pourquoi je pense désormais que, avec les Verts, il faut rappeler, avant les élections, la vingtaine de mesures que les écologistes attendent du prochain gouvernement – un contrat – et faire la démonstration que l'UPF ne s'y intéresse pas.

« Vous jugez aussi que le mouvement écologiste demeure fragile. Pourquoi ? »

« Parce que les institutions françaises sont faites pour rejeter tout nouveau parti, pour maintenir le pouvoir féodal des partis existants. Le renouvellement n'est pas prévu par nos institutions. C'est en cela que nous avons une dette envers Michel Rocard : un bref instant, un premier ministre a pensé que l'on pouvait peut-être contribuer à laisser naître, en France, de nouveaux mouvements, grâce à une loi sur le financement des partis politiques. Voilà pourquoi je pense que Michel Rocard est le seul propre. Il a pensé à « comment faire ? ». C'est pourquoi il est normal que j'accepte sa main tendue.

« Quant aux autres, où sont-ils ? Je suis de plus en plus préoccupé par le fait que nous n'avons pas d'autres interlocuteurs, dans l'opposition, que des individus marginaux vis-à-vis de leurs mouvements. Où sont les centristes courageux ? Où sont les libéraux flamboyants ? Cela signifie que nous risquons d'avoir une chappe de béton qui s'abatte sur la France. Or, pour moi, tout refermement sur ce que j'appelle le « gaullo-communisme » – avec sa forte dose d'étatisme, de nationalisme, de productivisme – constitue véritablement l'enfer. Quand je parle de recomposition, ce n'est pas une affaire politique. C'est parce que notre culture est mondiale, libérale et écologiste. »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

## La gauche face au péril vert

Suite de la première page

Comme l'université de Vincennes, le plateau du Larzac devenait un repaire de contestataires fumeurs de haschisch et de gauchistes en mal de révolution. Mais, sous cette couverture bucolico-alternative se cachaient des anarchistes allemands et de redoutables professionnels de la déstabilisation. Les autorités ont cru en avoir la preuve lors de la guérilla contre Plogoff, utilisée par les autonomistes bretons, et surtout lors de la grande manifestation contre le surgénrateur de Creys-Malville, en 1977, où un militant antinucléaire, Vital Michalon, perdit la vie. A n'en pas douter, alors, ces malheureux écologistes français étaient infiltrés par les Grünen allemands, beaucoup plus rouges que verts.

Même en admettant l'infiltration d'éléments douteux, comme ce fut le cas dans toutes les manifestations publiques des années 70, il est évident que les « autonomes » cachaient alors la forêt – clairsemée, certes – de tous ceux qui refusaient le nucléaire, le béton et la société de consommation. Très peu d'observateurs se sont avisés que les deux jugements portés contre les écologistes se contredisaient, donc s'annulaient. De deux choses l'une, en effet : ou bien les écoles n'étaient que du folklore, qui passerait comme l'écume des jours ; ou bien ils étaient dangereux, et il fallait alors les prendre au sérieux. La société française, dans son ensemble, n'a jamais voulu résoudre cette contradiction, naviguant sans cesse entre les deux critiques, également fausses, de la mouvance écologiste.

### L'électrochoc de 1989

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, la France crut être débarrassée de ces empêcheurs de jouir de la prospérité des Trente Glorieuses. En plein état de grâce, M. Mitterrand leur avait abandonné Plogoff et le Larzac, les privant ainsi de deux leviers majeurs de la contestation. Les militants écologistes, pratiquement réduits au combat antinucléaire, se retrouvent confinés dans un ghetto où ils sont bien seuls. Aucun parti politique, avant la création des Verts en 1984, ne prend le relais de leur protestation. Le paysage politique français, soudain tout occupé de la montée du Front national, oublie les écoles. La gauche respire. Au point que le pouvoir croit habile de laisser les services secrets agir pour empêcher Greenpeace de mener campagne contre les essais nucléaires de Mururoa... Bourde suprême, qui achève de couper les écoles de la gauche au pouvoir.

En mai 1988, Michel Rocard appelle Brice Lalonde dans son gouvernement. L'ancien chef de file du PSU a conservé une certaine tendresse pour l'esprit soixante-huitard, et il pense que l'animateur des Amis de la Terre est bien placé pour faire oublier l'affaire Greenpeace. Mais si Brice Lalonde réussit effectivement à apaiser Australiens et Néo-Zélandais, il est moins heureux dans son entreprise de séduction ou de neutralisation des Verts. Les élections cantonales de 1988, et surtout les municipales de 1989, voient soudain la mouvance écologiste s'octroyer 12 %, 15 %, parfois plus de 20 % de ses voix. La « bande des quatre » se réveille brutalement, ne comprenant pas ce qui arrive à ces Français qui, d'Alsace en Bretagne et du Puy-en-Velay à Paris, « se défoulent » en votant vert.

Le gouvernement a beau donner du galon à Brice Lalonde, le fossé ne cesse de s'élargir entre les écologistes et une gauche de plus en plus fascinée par le pouvoir, l'argent et les grands travaux. Le « peuple école » finit par ne plus faire de distinction entre la droite ou la gauche au pouvoir. Il éprouve même une rancœur particulière envers cette gauche qui, après les avoir cajolés, les a trahis. Même des militants de gauche incontestables comme Solange Fernex, la pacifiste, Didier Anger, l'antinucélaire, Yves Cochet, l'alternatif, ou Dominique Voynet, la féministe, ne supportent plus cette duplicité. « Je ne suis pas un homme de gauche, je suis écologiste », déclarait Yves Cochet en septembre dernier, devant un parterre de jeunes rocardiens médusés.

Ce ne sont pas les derniers événements qui peuvent concilier les écologistes avec le pouvoir. Ils ont évidemment mal pris l'engagement de

la France dans la guerre du Golfe, où la reconquête démocratique avait une forte odeur de pétrole. Et ils ont beau jeu de dénoncer un gouvernement qui, d'une main, suspend les essais nucléaires, et, de l'autre, vend des Mirage à Taïwan et des chars aux émirats. Pour préserver l'emploi, ils préfèrent le partage du travail, que Guy Aznar, le théoricien des Amis de la Terre, préconise depuis belle lurette sans avoir été entendu... jusqu'à cette campagne électorale (1).

### Rendez-vous manqués

Les socialistes, aujourd'hui, se récrient en voyant Brice Lalonde, resté quatre ans au sein d'un gouvernement « majorité présidentielle », préférer l'alliance avec les Verts. Le traitre ! disent-ils. C'est nous qui l'avons mis en selle et voilà comment il nous remercie ! Ils oublient seulement que Brice Lalonde s'était mis en selle tout seul dès 1981, en se présentant à l'élection présidentielle. Et ils feignent d'oublier que, pendant ces quatre années, le ministre école a dû se battre contre presque tous ses collègues du gouvernement pour imposer ses vues. Il n'a reçu de soutien que du président de la République, pour d'évidentes raisons tactiques, et des premiers ministres successifs, Michel Rocard et Edith Cresson, le laissant faire au nom du pragmatisme.

Les écoles, eux, font ce constat amer : M. Mitterrand a toujours confié l'environnement à des « poids plume » politiques (M. Crépeau en 1981, M<sup>me</sup> Bouchardeau en 1983 et M. Lalonde en 1988), tous candidats contre lui aux élections présidentielles de 1981. Et tous nommés simples secrétaires d'Etat, au moins pour commencer. C'est dire en quelle estime il tenait le poste de ministre de l'environnement, jusqu'à ce qu'il y place une fidèle de l'Elysée, Ségolène Royal... C'est pourquoi ils ne sont pas dupes de la fièvre verte qui s'est emparée, bien tardivement, du gouvernement et de sa majorité.

Ainsi, depuis 1968, tous les rendez-vous ont été manqués entre la gauche et les écologistes. Par dépit, socialistes et communistes en ont souvent conclu, sincèrement ou non, que les Verts penchent à droite. Les apparences semblent leur donner raison, car les Verts ont eu la suprême malice de mettre en avant Antoine Waechter, un Alsacien fondamentaliste un peu gourmé, qui n'avait jamais milité à gauche, mais qui y vient doucement. Quant à Brice Lalonde, éphémère adhérent du PSU, il s'est toujours situé au centre de l'échiquier et s'est parfois défini lui-même comme « barriste de gauche ». Mais juger tout un mouvement sur l'image de tel ou tel leader est une erreur. Les militants écologistes, dans leur immense majorité, ont le cœur à gauche. C'est pourquoi le divorce, aujourd'hui consommé, est un grave échec.

A moins que, si l'on en croit Brice Lalonde et, depuis peu, Michel Rocard, la rupture corresponde au « big bang » d'une nouvelle gauche, à la fois social-démocrate et verte. Auquel cas ces maudits écoles auront au moins servi de détonateurs pour une recomposition de la gauche française.

ROGER CANS

(1) Lire, à ce sujet, la nouvelle brochure intitulée *Vingt propositions pour redistribuer l'emploi*, de Guy Aznar (230 pages, 80 francs, frais de port compris), publiée par Génération Ecologie (57, boulevard de la Villette, 75010 Paris). Voir, aussi, le dernier livre d'Alain Lipietz *Vert espérance, l'avenir de l'écologie politique*, éditions La Découverte (144 pages, 85 francs), dont l'avant-propos s'intitule : « A un ami de gauche qui hésite encore à voter écologiste ».

□ M. Bernard Frau (ex-GE) : « Répondre à la main tendue ». – M. Bernard Frau, conseiller régional de Haute-Normandie et président de l'Entente pour la démocratie et l'écologie en Normandie (EDEN), estime, après le discours de M. Michel Rocard à Montlouis-sur-Loire, qu'« à cette main tendue des socialistes ouverts les écologistes réalistes et, plus particulièrement, ceux nés de la majorité présidentielle, doivent répondre sans arrière-pensée ».

## Seine-Saint-Denis : M. Fanchtein, le repent

Suppléant en 1989, adversaire en 1993. A l'occasion d'une élection législative partielle, il y a trois ans, M. Jean-Jacques Fanchtein avait été le suppléant de M. Roger Holeindre, membre du bureau politique du Front national. Le mois prochain, il sera l'un de ses concurrents dans la onzième circonscription de Seine-Saint-Denis (Sevran-Villepinte) dont M. François Asensi (PC) est le député sortant. M. Fanchtein est un adversaire acharné. Du genre de ceux qui veulent venger une passion déçue. « Il faut avoir le courage de dire la vérité lorsque l'on évolue en politique dans un sens ou dans un autre. J'ai quitté le Front national, je ne veux plus avaler certaines couleuvres », écrit-il dans un tract où il précise qu'il ne se range pas, pour autant, sous le drapeau de l'opposition parlementaire.

□ Alpes-de-Haute-Provence : duel socialiste. – M. André Bellon (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 22 février, qu'il se représente dans la deuxième circonscription des Alpes-de-Haute-Provence (Manosque) alors que le PS a investi M. José Escanez. Dans une lettre à ses électeurs, M. Bellon explique que sa « mise à l'écart par le Parti socialiste est la conséquence de [son] indépendance, mais aussi de la constance de [ses] principes républicains ».

□ Côte-d'Or : retrait d'un candidat socialiste. – M. Michel Neugnot (PS), vice-président du conseil régional de Bourgogne, a annoncé le retrait de sa candidature dans la quatrième circonscription (Montbard) de la Côte-d'Or, où le Parti socialiste soutient M. Jean-François Hory, président du MRG.

□ Yonne : M. Gérard Le Gall (PS) est candidat dans la troisième circonscription. – Membre du bureau exécutif du PS, M. Gérard Le Gall sera le candidat du Parti socialiste dans la troisième circonscription de l'Yonne (Sens), où se représente le député sortant, M. Philippe Auberger, RPR. – (Corresp.)

Taradé par l'anticommunisme dans cette « banlieue rouge », M. Fanchtein avait adhéré au Front national en 1983. Représentant du parti d'extrême droite à plusieurs élections, il a été conseiller municipal de Tremblay-en-France où il conduisait la liste du Front national en 1989. Parti chercher fortune en Guyane, il devient secrétaire départemental le 18 avril 1991 mais, de son propre aveu, ses « activités professionnelles se sont mal terminées ». A la suite d'une mauvaise gestion de son affaire d'importation de viande de métropole, il baisse pavillon.

De ce passage chez les Amérindiens, M. Fanchtein garde le souvenir d'un « coup » dont il n'est « pas fier » aujourd'hui. A l'occasion de son défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc, le 1<sup>er</sup> mai 1991 à Paris, le Front national s'était donné une note exotique aux relents douteux en s'offrant les services folkloriques d'un chef coutumier censé prouver que le lèpénisme n'effrayait pas les autochtones d'outre-mer (*le Monde* du 3 mai 1991). L'idée venait de M. Fanchtein. A son retour en Guyane, Auguste Labonté ne put remettre les pieds dans sa tribu. « Il a dû se cacher pendant deux mois dans la forêt car des gens ne voulaient pas de raciste dans leur village », confie M. Fanchtein, en indiquant que son propre nom lui a valu quelques allusions à caractère antisémite de la part de certains cadres du parti d'extrême droite.

Après lui avoir consacré beaucoup de son temps et de son argent, en septembre dernier il a finalement donné sa démission du Front national qui est devenu, si l'on ose dire, sa bête noire. « Je n'ai pas tout renié, dit-il, mais il faut parler de préférence nationale avec dignité. » Selon lui, les « modérés » du parti se font damer le pion par les défenseurs d'une « ligne pure et dure ». Dans sa propagande électorale, M. Fanchtein, le repent, dénonce pêle-mêle les accointances passées avec la secte Moon, les largesses irakiennes, le racisme et l'embrigadement. « Je sais de quoi je parle, j'en sors », écrit-il pour ceux qui douteraient de ses connaissances intérieures de la maison.

OLIVIER BIFFAUD